

## LEXBASE AFRIQUE

---



© Site de l'éditeur

### Titre

---

Lexbase Afrique

### Éditeur(s)

---

Lexbase

### Support

---

Base de données en ligne

### Type de document

---

Banque de données  
Revue

### Périodicité

---

variable

### Source du droit

---

Doctrine  
Jurisprudence  
Législation

### Domaines du droit

---

Tous les domaines du droit

### Contenu

---

Lexbase Afrique est une base de données juridique sur les textes de lois, les décisions de justice et la doctrine dans les pays d'Afrique francophones.

Le service publie chaque jour de nouveaux textes et de nouvelles décisions de justice émanant de tous les pays de la

zone francophone africaine pour assurer notamment la sécurité juridique des relations commerciales et des investissements, dans le cadre de l'expansion du droit continental, romano-civiliste.

Lexbase Afrique permet d'interroger simultanément la documentation juridique de nombreux pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Mauritanie, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Mali, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, République Centrafricaine, Tchad, Togo, Sénégal, Madagascar, Burundi.

Sont également concernées les organisations suivantes : CEMAC, OAPI, UEMOA, CIMA, OHADA, CIPRES.

Cette ressource, conçue en partenariat avec **Droit Afrique** et la **Société de Législation Comparée**, couvre tous les domaines du droit. Elle s'adresse aux professionnels du droit et de la fiscalité ainsi qu'aux communautés universitaires ayant pour objet d'étude et de recherche ces champs disciplinaires.

Elle donne également accès à l'intégralité des numéros de la revue Lexbase Afrique-OHADA. Publiée mensuellement en partenariat avec la Conférence des Barreaux **OHADA**, cette revue est consacrée au droit OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires).

Lexbase Afrique couvre les thèmes juridiques suivants :

- Arbitrage
- Associations
- Assurances
- Banques
- Bourse
- BTP immobilier
- Change
- Collectivités territoriales
- Comptabilité
- Comptabilité publique
- Concurrence
- Contrats spéciaux
- Droit aérien
- Droit civil
- Droit commercial
- Droit douanier
- Droit électoral
- Droit foncier
- Droit forestier
- Droit fiscal
- Droit maritime
- Droit pénal
- Droit public (composantes : droit domanial, organisation administrative, etc.)
- Droit rural
- Éducation
- Électricité
- Environnement
- Entreprises en difficulté
- Entreprises publiques
- Formalités

- Fonction publique
- Hydrocarbures
- Hôtellerie
- Investissements
- Lois de finances
- Marchés publics
- Mines
- Organisation administrative
- Organisation judiciaire
- Presse-Audiovisuel
- Propriété intellectuelle
- Recouvrement
- Santé
- Sécurité sociale
- Sociétés civiles
- Sociétés commerciales
- Sociétés particulières
- Sport
- Sûretés
- Télécommunications
- Tourisme
- Transports
- Valeurs mobilières
- Voies d'exécution

## Clefs d'utilisation

---

La page d'accueil se présente en 3 parties.

Un premier bandeau permet d'accéder directement à la revue Lexbase Afrique et au Blog Lexbase.



[La revue Lexbase Afrique](#)

[Nos contenus](#)

[Blog Lexbase](#)

La partie centrale propose une recherche directe rapide dans toute la base en langage naturel.

Nouvelle recherche dans notre base comparée par pays



RECHERCHE EXPERTE

Cette partie centrale donne également accès à l'outil de recherche experte.

## Recherche experte

ET▼ ET▼ Contient▼

Contient▼

ET▼ Contient▼

Contient▼

[afficher plus de champs](#)

Sauf :

Réinitialiser

Lancer la recherche

La page de résultats permet d'affiner les résultats en fonction de trois catégories : textes juridiques, jurisprudence, revues.

cacao

RECHERCHE EXPERTE

Résultats de la recherche simple  

Textes juridiques (149)  Jurisprudence (258)  Revues (7) 

**Filtres** [Réinitialiser](#)

Trier par

**Pertinence** Antéchronologique

Borner par date d'entrée en vigueur

 Date min.  Date max.

Pays

Côte d'Ivoire 61

Cameroun 25

☐ Sélectionner toutes les législations

☐  Cameroun, Loi n°95/11 du 27 juillet 1995 portant organisation du commerce du cacao et du café A036877Y

Droit rural  Cameroun

1995 portant organisation du commerce du cacao et du café Modifiée par la loi n°2004/025 du 30 décembre 2004 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°95/11 du 27 juillet 1995 portant organisation du commerce du cacao et du café ] Chapitre 1 - Des dispositions générales Art.1.- (Loi n°2004-25) (1) La présente loi organise, dans le cadre de la législation sur l'activité commerciale, les règles particulières relatives au commerce du cacao et du café, ci-après désignés « les produits »

☐  Côte d'Ivoire, Loi n°62-252 du 31 juillet 1962 tendant à réprimer les infractions aux règlements concernant le conditionnement du café et du cacao A988177Z

Droit rural  Côte d'Ivoire

Lorsque l'intention frauduleuse est démontrée, le produit saisi est confisqué et vendu par les soins et au profit de la Caisse de stabilisation des prix du café et du cacao. Si ce produit est inexportable en l'état, il est

La colonne filtres, sur la gauche, permet de trier les résultats par :

- pertinence/date
- pays
- type de texte
- thème

Elle permet également de borner les résultats par date d'entrée en vigueur.

**Filtres**

Réinitialiser

**Trier par**

**Pertinence**Antéchronologique

**Borner par date d'entrée en vigueur**

Date min.

Date max.

**Pays**

Mali42

**Tous les textes**

Décret20

Loi13

Arrêté5

Code1

Ordonnance1

**Tous les thèmes**

Le bandeau au bas de l'écran permet d'effectuer la recherche depuis la page dédiée à chaque pays.



Il est possible de télécharger et imprimer les documents consultés.



## Mali, Loi n°2022-028 du 11 juillet 2022 portant création de l'université de Tombouctou



Sources internationales et étrangères > Textes africains > Mali > 2022 > juillet > 11

### Veille

---

Il est possible de recevoir les dernières actualités et nouveautés Lexbase en s'abonnant avec une adresse mail.

### Liens

---

<https://www.lexbase-afrique.com/>

Vous pouvez également consulter la fiche pédagogique Jurisguide [Où trouver des ressources documentaires en droits africains ?](#)

Fiche réalisée par : Antonina GUTTA (BIU CUJAS), le 15/05/2024

Mise à jour : Mariana ROMLING ROTHEIA ANDRADE (BIU CUJAS) - Isabelle LE MANCHEC (BIU CUJAS), le 17/06/2025

## Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous [contrat Creative](#)

[Commons](#)



### **Vous êtes libres :**

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

### **selon les conditions suivantes :**

#### **Paternité**

Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

#### **Pas d'utilisation commerciale**

Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

#### **Partage des conditions à l'identique**

Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

**Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)**

Pour la version intégrale du contrat : voir le [code juridique Creative commons](#).